


# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection



DREAL Bourgogne

<b>Unité Territoriale : Yonne - Nièvre</b>		<b>Subdivision : S3</b>
<b>Nom des inspecteurs :</b> Eric GIROUD <b>Date du courriel d'annonce de l'inspection :</b> 11/12/2013 <b>Date de l'inspection :</b> 17/12/2013 <b>Type d'inspection :</b> approfondie, annoncée, planifiée <b>Motif de la planification :</b> site à enjeux à visiter tous les 3 ans		
<b>Société :</b> FRUEHAUF SAS <b>Commune :</b> AUXERRE <b>Activité :</b> Construction de semi-remorques PL		<b>A</b>  <b>Priorité :</b> à enjeux
<b>Liste des installations inspectées :</b> Aire extérieure de stockage de DIS, cabines de peinture, S.T.E.P. interne recueillant dans deux cuves distinctes les eaux de lavage et les eaux issues des cabines de peinture, zones extérieures des bâtiments.  <b>Thèmes :</b> Situation administrative, eau, air, foudre.  <b>Référentiel de l'inspection :</b> article 28.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; articles 2, 3, 4, 5.2, 5.3, 5.5, 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCDD-2006-0078 du 06 mars 2006 ; articles 11.4, 21 et 29.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCLD B1 1996-322 du 23 août 1996, arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la protection contre la foudre.		
<b>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</b> - M.BEAULIEU : directeur de site ; - M. BERHAUT : responsable hygiène - sécurité - environnement - maintenance.		
<b>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</b>  L'établissement est globalement bien tenu. Les investissements planifiés dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation (p.204 de l'étude d'impact) afin de régulariser une augmentation de production ont été réalisés en grande partie (suppression de puisards, mise en place de fontaines de nettoyage, mise en rétention de la zone DIS, installation d'une protection foudre...).  L'état de conformité des installations aux dispositions contrôlées est joint en annexe I. Les principales non-conformités et remarques sont les suivantes :  - le plan de gestion des solvants doit nous être transmis annuellement, - l'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la foudre, une vérification est à faire 6 mois après la mise en place des installations puis annuellement ; une vérification complète est à réaliser tous les 2 ans, - la valeur limite d'émission de COV non méthanique est dépassée pour 4 rejets canalisés, - le rapport annuel de contrôle des rejets atmosphériques doit nous être transmis, au plus tard, un mois après le contrôle, - GEREPE doit être rempli annuellement de janvier au 30 mars de l'année suivante, - un suivi sur les eaux pluviales doit être réalisé.		
<b>Date et signature du ou des inspecteurs :</b> 18 FEV. 2014  L'inspecteur de l'Environnement,   Eric GIROUD		
<b>Suites envisagées :</b>  Observations à traiter par courrier.		

**Liste des documents établis suite à la visite :**

Lettre à l'exploitant, tableau de constats

**Vérification et approbation en ce qui concerne les suites envisagées :**

Le vérificateur	L'approbateur
La chef de subdivision Environnement Eau/Air/Carrières/Sites et sols pollués  Hélène VIAL	Le Responsable de l'Unité Territoriale Nièvre/Yonne,  Laurent DENIS

## SITUATION ADMINISTRATIVE

**Rubrique 2940.2.a:** Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt... sur support quelconque (métal, bois...) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation ...) si la quantité maximale de produits susceptibles d'être appliquée est supérieure à 100 kg/j

La quantité maximale utilisée équivalente autorisée par arrêté préfectoral du 23 août 1996 est de **500 kg/jour**

**Les quantités de peinture utilisées sont pour 2013 : 913 kg/jour (216 tonnes sur 222 jours travaillés selon l'exploitant)**

Une nouvelle demande d'autorisation a été déposée le 13 novembre 2008

**Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**

<p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>	<p align="center"><b>R</b></p> <p>Le Plan de Gestion des Solvants concernant l'année 2012 a été transmis à l'inspecteur de l'environnement lors de l'inspection du 17 décembre 2013.</p> <p>Il fournit quelques actions visant à réduire la consommation de solvants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place de quatre fontaines de nettoyage des pistolets peinture en lieu et place de bidons ouverts</li> <li>- mise en place d'un pré rinçage des circulant peinture avec du diluant sale.</li> </ul> <p>L'exploitant souligne la difficulté de mettre en place des peintures exclusivement à l'eau pour réduire ses émissions de COV.</p> <p>Le plan de gestion des Solvants 2012 joint est annoté; quelques chiffres certainement de 2011 ont été conservés; <b>les calculs du 2) b) rejet kg de C par heure et rejet kg de solvant annuel doivent être explicités.</b></p> <p>Le Plan de Gestion des Solvants doit être transmis annuellement.</p> <p>Le plan de gestion 2013 sera fourni au 1er trimestre 2014 selon l'exploitant; les remarques précédentes sont à prendre en compte.</p>
---	---

30.22	<p><b>Application de revêtement, notamment sur support métal, plastique, textile, carton, papier, à l'exception des activités couvertes par les points 19 et 20 :</b></p> <p>Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de <b>50 mg/m<sup>3</sup></b> pour le séchage et de <b>75 mg/m<sup>3</sup></b> pour l'application.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.</p>	<p><b>NC</b></p> <p>Un dépassement de la teneur en COV est observé pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la cabine primaire nord : <b>114mg éq C / Nm<sup>3</sup></b></li> <li>la cabine de sous ensembles : <b>191 mg éq C / Nm<sup>3</sup></b></li> <li>la cabine de laque nord : <b>90 mg éq C / Nm<sup>3</sup></b></li> <li>la cabine primaire+ laque 4 : <b>85,6 mg éq C / Nm<sup>3</sup></b></li> </ul> <p>Selon le plan de gestion fourni par l'exploitant</p> <p><b>C</b></p>
-------	--	--

**Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté n° PREF-DCDD-2006-0078 du 06 mars 2006 modifiant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-322 du 23 août 1996.**

Article	Points vérifiés	Nature du constat <sup>1</sup>	Observations
2	Le raccordement de R6 au réseau communal d'eaux usées doit être réalisé sous un délai de 3 mois maximum après la mise en place du collecteur communal correspondant.	C	Le raccordement a été terminé le 31 octobre 2007; la convention signée avec la commune prend en compte ce rejet selon l'exploitant. Un plan des réseaux de décembre 1999 a été présenté. Un plan à jour nous a été adressé le 10 janvier 2014.

<sup>1</sup>: R : Remarque    NC : Non Conformité    C : Conformité

Article	Points vérifiés	Nature du constat	Observations																																																		
3	<p><u>Traitement des eaux résiduaires</u> L'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 est remplacé par les dispositions ci-dessous :</p> <p>Les eaux résiduaires comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>. les eaux usées des cabines d'apprêt et de laquage ;</li><li>. les eaux usées du dégraissage / phosphatation des châssis</li></ul> <p><u>Eaux usées des cabines d'apprêt et de laquage :</u> Les réservoirs d'eau des rideaux d'eau des cabines de peinture sont vidangés et nettoyés deux fois par an. Les eaux de vidange de ces réservoirs doivent être transférées dans deux cuves tampon de 20 m³ chacune. Elles sont ensuite rejetées dans le réseau interne des eaux industriels (point R0, en aval de la station de détoxification et en amont du point d'autocontrôle) puis dans le réseau communal d'eaux usées (point R2).</p> <p><u>Eaux usées du dégraissage / phosphatation des châssis :</u> Elles doivent être collectées dans une fosse étanche de 4 m³ puis transférées dans une station physico-chimique de traitement (démétallisation). Elles sont ensuite rejetées dans le réseau interne des eaux industrielles (point R0 en aval de la station de détoxification et en amont du point d'autocontrôle) puis dans le réseau communal d'eaux usées (point R2).</p>	C																																																			
			R	Vidange réalisée une fois par an selon l'exploitant.																																																	
4-A	<p><u>Eaux résiduaires après traitement : rejet R0</u></p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Norme de mesure ou d'analyse</th><th colspan="2">Valeurs limites</th><th>Auto-surveillance</th></tr><tr><td>Débit</td><td>-</td><td colspan="2">6,6 m³/j</td><td>Journalier</td></tr><tr><td>pH</td><td>NF T 90 008</td><td colspan="2">Compris entre 5,5 et 8,5</td><td>Continu</td></tr><tr><td></td><td></td><td>Concentration (mg/l)</td><td>Flux (g/j)</td><td></td></tr><tr><td>Fe</td><td>NF T 90 017</td><td>5</td><td>33</td><td>Hebdomadaire</td></tr><tr><td>DCO</td><td>NF T 90 101</td><td>Pdv si Q &lt; 45 kg/j 2 000 si Q &gt; 45 kg/j</td><td>45 000</td><td>Mensuel</td></tr><tr><td>MES</td><td>NF EN 872</td><td>Pdv si Q &lt; 15 kg/j 600 si Q &gt; 15 kg/j</td><td>15 000</td><td></td></tr><tr><td>P total</td><td>NF T 90 023</td><td>50</td><td>300</td><td></td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub></td><td>NF T 90 103</td><td>Pdv si Q &lt; 15 kg/j 800 si Q &gt; 15 kg/j</td><td>15 000</td><td></td></tr><tr><td>HCT</td><td>NF T 90 114</td><td>Pdv si Q &lt; 100 g/j 10 si Q &gt; 100 g/j</td><td>30</td><td></td></tr></table>	Paramètre	Norme de mesure ou d'analyse	Valeurs limites		Auto-surveillance	Débit	-	6,6 m³/j		Journalier	pH	NF T 90 008	Compris entre 5,5 et 8,5		Continu			Concentration (mg/l)	Flux (g/j)		Fe	NF T 90 017	5	33	Hebdomadaire	DCO	NF T 90 101	Pdv si Q < 45 kg/j 2 000 si Q > 45 kg/j	45 000	Mensuel	MES	NF EN 872	Pdv si Q < 15 kg/j 600 si Q > 15 kg/j	15 000		P total	NF T 90 023	50	300		DBO <sub>5</sub>	NF T 90 103	Pdv si Q < 15 kg/j 800 si Q > 15 kg/j	15 000		HCT	NF T 90 114	Pdv si Q < 100 g/j 10 si Q > 100 g/j	30		R	<p>La gestion de la station de traitement est sous traitée à une entreprise extérieure.</p> <p>Il n'y a pas de valeur non conforme sur l'année 2013 sauf pour le débit ; selon les résultats d'analyses de l'exploitant de mars 2013 (8,75 m³/j pour 6,60 m³/j).</p>
Paramètre	Norme de mesure ou d'analyse	Valeurs limites		Auto-surveillance																																																	
Débit	-	6,6 m³/j		Journalier																																																	
pH	NF T 90 008	Compris entre 5,5 et 8,5		Continu																																																	
		Concentration (mg/l)	Flux (g/j)																																																		
Fe	NF T 90 017	5	33	Hebdomadaire																																																	
DCO	NF T 90 101	Pdv si Q < 45 kg/j 2 000 si Q > 45 kg/j	45 000	Mensuel																																																	
MES	NF EN 872	Pdv si Q < 15 kg/j 600 si Q > 15 kg/j	15 000																																																		
P total	NF T 90 023	50	300																																																		
DBO <sub>5</sub>	NF T 90 103	Pdv si Q < 15 kg/j 800 si Q > 15 kg/j	15 000																																																		
HCT	NF T 90 114	Pdv si Q < 100 g/j 10 si Q > 100 g/j	30																																																		

Article	Points vérifiés					Nature du constat	Observations
	Al	FD T 90 119	5	30			
	Pb	NF T 90 027	1	6			
	F	NF T 90 004	15	90			
	Zn	FD T 90 112	5	30			
	Eaux pluviales et autres eaux propres						
4B	Paramètre	Norme de mesure ou d'analyse		Concentration maximale		NC	Aucun suivi n'est réalisé sur les eaux pluviales. Existence de 4 points de rejets eaux pluviales dans l'établissement.
	MES	NF EN 872		35			
	DCO	NF T 90 101		125			
	HCT	NF T 90 114		5			
	Fe	NF T 90 017		2			
	Pb	NF T 90 027		1			
5.2	Validation de l'autosurveillance					C	Le rapport d'IDEA nous a été adressé le 27 janvier 2014 ; aucun dépassement n'a été relevé.
	L'exploitant doit faire procéder, à ses frais, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux prélèvements et analyses définis ci-dessous. Pour les analyses, cet organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.						
	Rejet	Paramètres		Fréquence			
	R0	Article 4.A		1 fois/an			
5.3	Afin de pouvoir comparer les résultats et valider l'autosurveillance, les analyses prévues à l'article 5.1 doivent être réalisées en plus des analyses définies ci-dessus.					C	Réalisé par SGS les 14 et 15 mai 2013. Aucune non-conformité n'a été constatée. Veiller à renseigner la quantité de produits fabriqués et à comparer le débit également mesuré par SGS.
	Contrôle inopiné Dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec un organisme extérieur, celui-ci doit intervenir de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées pour l'application de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996. La convention doit porter sur le rejet R0. Pour les prélèvements, l'organisme doit être différent de celui qui effectue les prélèvements pour la validation de l'autosurveillance. Pour les analyses, l'organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.						
5.5	Transmission des résultats Les résultats de l'autosurveillance, les rapports de l'organisme de validation de l'autosurveillance, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être adressés trimestriellement à l'inspection des installations classées par télétransmission compatible avec le mode de traitement des données utilisé par cette inspection.					R	Les résultats de l'autosurveillance n'ont pas été transmis en 2013; le remplissage de GIDAF connaît quelques «bugs» de saisie; saisir «120,0» et non «120» ou «120,0»; ce mode de saisie sera peut être modifiée en 2014. La rentrée de donnée sur GEREP est également à faire, de janvier à mars pour l'année précédente.

Article	Points vérifiés	Nature du constat	Observations
6	<p><u>Sédiments de la galerie d'épandage</u>  Les terres et sédiments impactés par des métaux (cadmium, chrome, cuivre, nickel, zinc et plomb) situés dans la fosse d'épandage doivent être extraits et éliminés hors site en tant que déchets.</p> <p>L'exploitant est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires de façon à ce qu'il n'y ait pas d'entraînement de terre, boues ou sédiments dans le réseau communal d'eaux pluviales pendant les travaux de curage. A cet effet, le curage doit être réalisé en une seule fois.</p> <p>Le curage doit être réalisé sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Des échantillons de sol seront prélevés en fond de fosse et analysés pour justifier de l'extraction de l'ensemble des sédiments ou terres pollués.</p> <p>Les sédiments extraits doivent être stockés dans des récipients étanches à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Ils doivent être éliminés dans les filières suivant l'échéancier ci après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les 3 mois, l'exploitant fait éliminer 3/18è du volume des sédiments extraits ;</li> <li>- L'élimination des sédiments doit être terminée sous un délai de 18 mois à compter de la fin des travaux de curage ;</li> </ul> <p>L'exploitant est tenu d'adresser, au préfet de l'Yonne, dans le mois qui suit la fin des travaux de curage, un rapport dans lequel seront consignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le déroulement des travaux ;</li> <li>- Le volume de terres et sédiments extraits et leur destination ;</li> <li>- Les résultats des analyses de sol susvisées ;</li> <li>- L'échéancier d'élimination des sédiments.</li> </ul>	C	L'exploitant a adressé le 6 février 2007 un rapport informant le préfet de l'évacuation de la totalité des sédiments présents dans la galerie d'épandage (96 tonnes).

;R : Remarque NC : Non Conformité C : Conformité

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-322 du 23 août 1996 portant régularisation administrative et réactualisation des prescriptions applicables aux établissements FRUEHAUF France pour leurs installations implantées avenue Jean Mermoz à AUXERRE.

Point	Points vérifiés	Nature du constat <sup>2</sup>	Observations
11.4	<p><u>Capacité de rétention:</u>            Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention réalisée conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>(volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.)</li> </ul>		<p>Dans le « magasin peinture », l'exploitant signale qu'une fosse de rétention de 4 m³ est présente.            La fosse dispose d'un détecteur de niveau relié à une alarme.</p> <p>L'exploitant a réalisé une bordure type trottoir afin de créer une zone de rétention de 20 m³ dans la zone de déchargement.</p> <p>La zone de stockage des déchets a également été visitée.            Les récipients disposaient de rétentions adaptées.</p>
		C	



Point	Points vérifiés	Nature du constat	Observations
21	<p><u>Contrôle et suivi des rejets atmosphériques:</u></p> <p>L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées et au moyen de bilans matières.</p> <p>Rejet n°12 : Poussières selon la NFX 44052 – annuelle.</p> <p>...</p> <p>Le rapport annuel de contrôle établi par cet organisme est systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle.</p> <p><u>Protection contre la foudre:</u></p> <p>Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 sont applicables à l'installation à compter du 28 février 1999.</p>	<p>C</p> <p>NC</p>	<p>L'Apave est intervenue en octobre 2012. Le rapport nous a été remis lors de la visite du 17 décembre 2013.</p> <p>La teneur en poussières est conforme : 1,2 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Transmettre le rapport au plus tard un mois après le contrôle.</p>
29.1		R	<p>L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 est abrogé depuis le 24/08/2008; il a été remplacé par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 abrogé le 19 juillet 2011 (article 3).</p> <p>Les protections contre la foudre ont été mises en place en 2011 selon l'exploitant par Industrelec et d'après les éléments du dossier de demande d'autorisation. Une étude préalable de protection contre la foudre a été réalisée le 22 juillet 2008, elle préconise la mise en place de 6 paratonnerres. L'existence de 5 paratonnerres a été constatée. <b>Vérifier la présence du 6ème et le justifier.</b></p> <p>C'est l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui s'applique à votre établissement. Une vérification est à faire au plus tard six mois après les installations. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent, une vérification complète est réalisée tous les 2 ans (article 21). Fournir ces vérifications.</p>

;R : Remarque NC : Non Conformité C : Conformité